

Les modalités de constitution du cadastre napoléonien

■ Pierre CLERGEOT

Conférence donnée à l'occasion de la manifestation organisée par la Direction générale des Impôts au Sénat, le vendredi 9 novembre 2007, sous le haut patronage de M. Eric Woerth, Ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique, point d'orgue de la célébration du bicentenaire du Cadastre.

De 1780 à 1807, la France est devenue un véritable laboratoire de recherche cadastrale tant au niveau de l'arpentage que de l'expertise ou de l'évaluation. Ces recherches répondaient au besoin exprimé par la Nation d'établir un nouvel impôt qui soit juste et équitable. Le cadastre napoléonien, appelé également cadastre de 1807 ou ancien cadastre, peut être considéré comme une forme d'aboutissement de ces travaux mais il ne doit pas être appréhendé comme étant un produit entièrement fini. Les transformations qu'il va connaître, en particulier dans le domaine des plans, entre 1807 et 1810 et au-delà nous le rappellent. Un système cadastral pour être fonctionnel doit évoluer avec les besoins de la société au sein de laquelle il est né. Le cadastre napoléonien en est un bon exemple.

Deux mois après le vote de la loi du 15 septembre 1807, Gaudin, ministre des Finances, réunit à Paris du 7 au 17 novembre une commission présidée par Delambre pour étudier le mode d'exécution du cadastre parcellaire qui devait couvrir l'ensemble du territoire français.

Les hommes qui composent cette commission connaissent très bien les problèmes cadastraux. On y trouve d'abord Delambre, membre de l'Institut, qui suit depuis 1792, date de son admission à l'Académie des sciences, les problèmes soulevés par l'établissement des plans cadastraux en particulier ceux qui sont de nature géodésique.

Il travaille d'abord avec de Prony, Directeur du bureau du cadastre de 1791 à 1801. Puis avec Gaudin dont il est, à plusieurs reprises, le conseiller scientifique.

Il y a aussi Hennet, commissaire du cadastre depuis 1802 et Oyon, chef du bureau du cadastre. Mais également Laprade qui a participé avant la Révolution à l'établissement de cadastres parcellaires en Haute Guyenne en suivant les recommandations de Richeprey, qui lui-même, quelques

années auparavant, avait étudié le cadastre piémontais.

En fait nous retrouvons dans cette commission une partie des cadres de la jeune administration des contributions directes avec qui Gaudin a l'habitude de travailler.

La commission va répondre à de nombreuses questions qui vont donner lieu à des échanges fructueux et parfois animés car les positions sont souvent divergentes voire opposées. Tous sont unanimes pour dire qu'un cadastre parcellaire est faisable. Mais pour y arriver les avis diffèrent :

- Il y a Delambre qui d'un point de vue scientifique considère qu'il faut partir de la grande triangulation pour arriver au plan des communes puis des sections, puis des parcelles. C'est le seul moyen de procéder si l'on veut établir entre les communes une solution de continuité. Mais Delambre reconnaît que c'est une solution coûteuse dont on peut, peut-être, se passer pour un cadastre établi pour mieux répartir l'impôt.
- Il y a la position de Laprade qui considère qu'il faut lever chaque section comme une commune et que si les sections sont levées avec soin, le raccordement sera aussi exact que le plan général de la commune.
- Il y a une 3^e solution intermédiaire présentée par Hautier, professeur de géométrie, qui consiste à faire d'abord une triangulation calculée de la commune, à lever le périmètre de cette commune, celui des sections, à lever en outre les chemins et ruisseaux, etc.

Les délibérations de cette commission donnent naissance à la rédaction d'une Instruction sur la mise en place du cadastre parcellaire (1^{er} décembre 1807) puis à un rapport établi par le Ministre qui l'adresse à l'Empereur le 27 janvier 1808.

Mais comme vous pouvez le deviner pour avoir entendu son nom à plusieurs reprises, l'homme "clé" de la situation, c'est Gaudin, le ministre des Finances. Né en 1756, il appartient à l'administration des finances de l'ancien régime puis devient en 1789 membre du comité des finances de l'Assemblée constituante où il s'occupe de la répartition de l'impôt entre les départements. Il accepte le poste de ministre des Finances après le coup d'état de 18 Brumaire an VIII (1789) et le garde jusqu'en 1814 et pendant les Cent jours. Napoléon dans ses propos d'exil dit de lui : *"tout ce qu'il fit et proposa dans ses premiers moments, il l'a maintenu et perfectionné pendant quinze années d'une sage administration."*

Gaudin est le véritable père du cadastre napoléonien. Dès 1802, il comprend que le cadastre ne peut être que général et

parcellaire. Mais soucieux des finances publiques et respectueux des décisions prises par le Gouvernement, le Conseil d'État et l'Empereur, il sait attendre tout en mettant progressivement en œuvre les opérations qui vont conduire à la loi du 15 septembre 1807 et à la nécessité d'avoir recours au parcellaire par arpentage pour l'ensemble des communes. Ainsi, dès la fin de l'année 1805, il fait réaliser des expertises parcellaires sur des plans par masse de culture. Les résultats obtenus sont encourageants et prouvent que seul un cadastre parcellaire permet d'établir une véritable justice fiscale entre propriétaires. Il établit également que le parcellaire par arpentage avec la présence des propriétaires sur le terrain est de loin préférable au parcellaire déclaratif qui ne permet pas de faire concorder les surfaces mesurées et les surfaces déclarées.

En mars 1807, Hennet informe les directeurs départementaux des contributions directes de deux changements importants voulus par le ministre :

- Le premier consiste à séparer les propriétés bâties des autres biens-fonds : ... *"Les bâtiments ne peuvent participer à un des principaux avantages du cadastre, celui d'un allivrement fixe et immuable..."*
- Le second porte sur la communication à donner au contribuable et Hénnet conclut en mars 1807 : *"vous verrez bientôt, Messieurs, du moins je l'espère, le cadastre recevoir ses derniers développements et sa législation définitivement complétée. Vous verrez toutes les mesures partielles prises jusqu'ici se rattacher et former un ensemble important."*

Nous retrouvons là les éléments les plus importants de la loi du 15 septembre 1807. Elle vient donc renforcer les mesures prises six mois plus tôt par Gaudin et qui sont déjà en partie mises en œuvre par son administration. Mais dans cette loi rien n'est dit sur le parcellaire ni la cadastration générale. D'ailleurs Gaudin ne la mentionne pas dans son introduction du Recueil méthodique de 1811. Par contre cette loi assoit l'autorité de l'État et les compétences de l'administration en soustrayant aux maires et aux municipalités communales ce que la Constituante leur avait accordé, c'est-à-dire la capacité à répartir la contribution foncière entre les citoyens au sein d'une commune. Ainsi, nous comprenons mieux la discrétion du Ministre.

En janvier 1808, Gaudin est très confiant dans l'avenir. La loi du 15 septembre 1807 permet à l'administration des contributions directes d'agir en toute liberté ; les expériences passées et les travaux de la commission Delambre de novembre 1807 autorisent le ministre des Finances à s'appuyer sur des arguments solides pour convaincre l'Empereur du bien-fondé d'un cadastre parcellaire étendu à l'ensemble des communes de l'Empire.

Le cadastre sera un élément de justice fiscale et de paix sociale. Il fera diminuer les innombrables conflits portant sur les limites des propriétés.

Par ailleurs l'état des finances de la France est bon. L'après Tilsitt laisse espérer une période de paix et donc de prospérité. Dans le rapport adressé à l'Empereur, le 27 janvier 1808, Gaudin lui propose que les communes n'aient plus à leur charge l'arpentage parcellaire : *"La dépense en sera acquittée*



A l'occasion des manifestations de célébration du bicentenaire du cadastre napoléonien, découvrez l'ouvrage réalisé par Pierre Clergeot et Publi Topex, en partenariat avec la Direction générale des impôts et l'Ordre des géomètres-experts. Très illustré, ce livre est consacré aux débats et travaux (aux XVIII^e et XIX^e siècles) qui ont conduit à la création du cadastre napoléonien.

► **Edition Publi Topex 124 pages, 30 €
ISBN 2-9519379-5-4**

par une imposition additionnelle à la contribution foncière de tous les départements, le trésor public continuant de se charger des frais de l'expertise et de ceux de la confection des matrices cadastrales". Après six ans de fonctionnement et 16 000 plans réalisés, le cadastre par masse de culture est alors abandonné. Gaudin est persuadé que la réalisation des cadastres parcellaires se fera rapidement et qu'en 1815 la couverture cadastrale de l'Empire sera réalisée. Il invite les directeurs départementaux des contributions à lui fournir rapidement la liste des communes à cadastrer et à inciter les maires à aller vers le parcellaire.

"l'État, écrit-il, a prévu suffisamment d'argent pour couvrir tous les besoins de 1808".

La seule contrainte semble être celle du personnel qualifié disponible même si l'arrêt des cadastres par masses de culture libère des géomètres.

Le ministre est par ailleurs assuré que l'expertise et l'évaluation se feront beaucoup plus rapidement que par le passé et demanderont, par commune, deux à trois mois après la fin de l'arpentage parcellaire.

Mais l'embellie sera de courte durée. Le début de la guerre d'Espagne restreint les budgets cadastraux et quelques mois plus tard Gaudin n'est plus en mesure de satisfaire les besoins qu'il a lui-même suscités. Il demande à ses directeurs départementaux des contributions directes de tout faire pour garder le personnel géomètre qui avait été formé pour lever les plans par masse de culture. En effet depuis leur interruption, les hommes de l'Art se trouvent au chômage et Gaudin craint une hémorragie de ces derniers, ce qui condamnerait son projet

■ ■ ■ d'arpentage parcellaire. Il se souvient des difficultés de 1802 et des problèmes posés par l'absence de bons géomètres.

Finalement la situation va se stabiliser. Le nombre annuel d'opérations cadastrales sera inférieur à ce qui était prévu et l'objectif de tout terminer pour 1815 sera définitivement abandonné.

Par ailleurs Gaudin s'aperçoit que l'expertise et l'évaluation continuent à poser des problèmes qui se révèlent être souvent plus importants que ceux, techniques, liés à l'arpentage. Mais le mot d'ordre reste l'économie. Économie sur le papier et sur son format... Économie sur le nombre de parcelles : les géomètres sont payés à la parcelle. Il faut donc veiller à ce qu'ils ne forment pas trop de parcelles... Économie sur les tableaux d'assemblage : quand les plans par masse de culture le permettent, ils peuvent être repris pour former les tableaux d'assemblage des cadastres parcellaires... La rupture avec la période antérieure est moins nette que prévu.

Malgré tout, les années 1808 et 1809 sont riches en expériences de toutes sortes mais le besoin d'une harmonisation étendue à l'ensemble de l'Empire se fait de plus en plus sentir aussi bien au niveau de l'évaluation, de l'expertise que de l'arpentage et du dessin des plans. Or beaucoup de directeurs des contributions sont restés dans la logique de la période expérimentale des années 1805-1807. Pour le ministre, cette attitude risque de retarder l'avancée de la production. Il décide d'y mettre fin en promouvant la nécessité d'un travail rapide et de qualité. C'est ce qu'il exprime dans une lettre adressée aux préfets, datée du 24 mai 1810 et dont je vous cite un passage : *"Je renouvelle ici à tous les agents de la direction et du cadastre la défense la plus expresse de faire imprimer aucuns rapports, mémoires, discours, compte-rendu ou projets sans avoir obtenu de moi l'autorisation spéciale... Il ne faut plus que des idées de perfection seulement spéculative viennent embarrasser et ralentir la marche d'une opération qui, malgré les imperfections dont il n'est pas donné aux hommes d'affranchir entièrement tout ce qui sort de leurs mains, apportera du moins une amélioration incontestable dans la répartition de l'impôt et mettra un terme aux injustices particulières que l'ignorance ou la passion pourraient multiplier à leur gré, sans que le gouvernement eut aucun moyen d'y apporter remède."*

Le ton du ministre des finances n'est plus celui du dialogue ni de la réflexion, ni des conseils et des encouragements, comme cela a pu être le cas auparavant. Les règles sont désormais fixées. Il n'y a plus de place pour l'expérimentation. L'administration du cadastre doit agir, produire et devenir exemplaire. Cette attitude ferme aura des résultats positifs. En contrepartie, l'administration cadastrale perdra une certaine capacité d'écoute, d'innovation et d'adaptation. Mais cette volonté serait restée lettre morte si Gaudin n'avait pas doté son administration d'un véritable code cadastral.

Depuis 1804, le chef du bureau du Cadastre, Oyon, avait réuni dans une collection en cinq volumes toutes les instructions sur le cadastre. Gaudin confie alors aux 12 inspecteurs généraux du cadastre de refondre en un seul volume et dans un ordre méthodique les instructions contenues dans la collection

d'Oyon en faisant disparaître tout ce qui concernait uniquement les cadastres par masse de culture. Le travail demandé par Gaudin fut publié en 1811 sous le nom de Recueil méthodique des lois, décrets, réglemens, instructions et décisions sur le cadastre de la France. Il se présente sous la forme de deux volumes : le premier est constitué de textes (1 144 articles) et le second, intitulé "Modèles", illustre le précédent.

Beaucoup d'articles, en particulier ceux concernant l'expertise et l'évaluation, sont antérieurs à 1806. Pour l'arpentage, la situation est inverse. Le Recueil Méthodique s'est enrichi au fil des années de textes réglementaires nouveaux. Il a été utilisé pendant tout le XIX^e siècle et l'est encore parfois aujourd'hui. Il a fait l'objet de nombreuses publications sous forme d'extraits. Il a servi de référence dans beaucoup de pays. Il reste indispensable pour comprendre l'esprit et le contenu du cadastre français, mais il doit être lu en gardant en mémoire le travail fait par Oyon.

En marge de cette présentation du Recueil nous pouvons faire deux remarques. Les articles sur les enclaves et les problèmes posés par la limite des communes ont presque disparu dans le Recueil (2 pour les enclaves et 16 pour les limites de communes) alors qu'ils sont au cœur de très nombreuses lettres, circulaires et instructions au cours de la première décennie du XIX^e siècle et de la période révolutionnaire. Certes, la délimitation des communes est de la compétence du ministre de l'intérieur et Gaudin s'est heurté à plusieurs reprises à l'opposition de la Commission de l'intérieur, au Conseil d'État, sur ses projets de simplification des contours communaux. Mais on peut également penser qu'en 1811 une bonne partie des limites communales sont reconnues de façon contradictoire par les maires concernés.

Le second point concerne la mise à jour des documents cadastraux. Celle-ci n'est prévue que pour les matrices de rôle et les états de section. Les plans ne sont pas mis à jour. Il ne s'agit pas d'un oubli mais d'une volonté clairement affirmée qui découle de la décision prise par l'Assemblée constituante en 1790 de répartir par égalité proportionnelle la contribution foncière sur toutes les propriétés à raison de leurs revenus nets sans autres exceptions que celles déterminées par les besoins de l'agriculture. Dans cette optique, l'allivrement d'une terre doit être fixe, ce qui doit inciter les propriétaires à améliorer la productivité de leurs parcelles. Pour Gaudin, la mise à jour du plan risque de remettre en cause cette fixité de l'allivrement. Il s'oppose donc à cette procédure – mais il n'exclut pas qu'au bout d'une longue période, la refection d'un cadastre d'une commune puisse devenir nécessaire.

Après des débuts relativement difficiles mais prometteurs et la mise en place d'une administration de plus en plus efficace, aidée par la publication du Recueil méthodique, on pouvait penser que la production cadastrale allait prendre un rapide essor. Il n'en fut rien car la situation financière de l'Empire se dégrada très rapidement à partir de 1812 entraînant un effondrement de la cadastration des communes.

Le retour de Louis XVIII relance alors les débats sur l'intérêt du cadastre parcellaire. Certains veulent l'arrêter au profit du

cadastre par masse de culture, d'autres veulent tout simplement la suppression de toute forme de cadastre. Finalement, le cadastre parcellaire continua grâce à l'action de ministres libéraux comme Decaze ou de défenseurs à la Chambre comme Gaudin, devenu Duc de Gaëte depuis 1809, mais également à l'intérêt que lui portaient beaucoup de membres de la société civile ou militaire (commission Laplace). Mais cette continuité ne peut se faire qu'avec l'adoption de la loi du 31 juillet 1821.

Cette dernière limite l'objectif du cadastre à la répartition individuelle de l'impôt : *"le cadastre cessait d'être une œuvre d'État pour devenir une opération départementale et surtout communale. Les évaluations passent des mains de l'expert agent du gouvernement à celle des classificateurs choisis parmi les propriétaires fonciers de la commune et nommés par le Conseil municipal."*

Avec cette loi, beaucoup pensaient que le cadastre parcellaire allait disparaître. Ses administrations centrale et départementale étaient amputées d'une partie de leurs membres. Mais dans leur majorité, les Conseils généraux se montrent favorables à sa continuité et bon gré mal gré, il sut traverser les années 1820 jusqu'en 1827, date d'une certaine "résurrection", au moins dans la qualité des plans.

Par contre au cours de cette période difficile (1821-1827) la valeur géométrique des plans cadastraux fut souvent de très mauvaise qualité. Les géomètres souvent mal payés et mal contrôlés fournirent, parfois, des travaux médiocres.

C'est dans ce contexte et à partir de 1817 que fut élaborée la seconde tentative de rapprochement entre la carte et le cadastre. La première avait eu lieu entre 1791 et 1800 – mais Bonaparte avait souhaité y mettre fin. En 1815, la France retourne à ses limites traditionnelles et le Dépôt de la guerre, réduit à l'inaction, réactive un projet de seconde carte de France. Une Commission royale est créée en 1817. Elle est présidée par l'astronome Laplace et est chargée d'examiner le projet d'une nouvelle carte topographique répondant aux besoins des services publics et de l'armée. Elle doit être également combinée aux opérations cadastrales.

Finalement un accord intervient entre le service du cadastre et le dépôt de la guerre. Ce dernier doit assurer la triangulation de premier et deuxième ordre, le cadastre celle de troisième ordre. Mais cette organisation ne pourra pas dépasser le stade du papier. En cette période de remise en question, le cadastre n'a ni les moyens financiers, ni humains, ni matériels, ni la volonté psychologique pour mener à bien cette collaboration. Mais ces échanges vont se révéler utiles. En 1825, le Service du cadastre va fournir au Service de la Carte de France des tableaux d'assemblage spécifiques où ne figurent pas les limites des sections ou des lieux-dits. Par contre, les principales masses de cultures sont mentionnées, les chemins et le bâti sont dessinés avec précision. Ainsi, on estime que 80 à 90 % de la planimétrie figurant sur la carte d'état-major proviennent des plans cadastraux napoléoniens.

Nous atteignons alors 1827. Le cadastre parcellaire a survécu. L'opposition est devenue beaucoup moins active et la volonté



© Marcel Pajot

La consultation

Le bicentenaire du Cadastre a été l'occasion pour la DGI de mieux faire connaître au grand public et aux partenaires de l'administration la réalité du travail et l'engagement des femmes et des hommes du Cadastre au service de la collectivité. Pour associer plus encore les agents concernés, la DGI a organisé un concours des talents sur le thème bien évidemment du Cadastre dans les domaines de la peinture, de la photographie et de la poésie. Plus de trois cents personnes ont participé et les lauréats ont été récompensés en clôture du colloque. XYZ félicite les gagnants et particulièrement Marcel Pajot, fonctionnaire et peintre, pour son tableau "La consultation". L'œuvre restitue une atmosphère du passé, à une époque où le Cadastre était perçu comme une relique précieuse voire mystérieuse en trahissant l'attitude directive du géomètre car il semble dire "Votre limite est là !", un titre auquel Marcel Pajot a d'ailleurs pensé.

d'obtenir des plans de meilleure qualité est partout exprimée. Le règlement du 15 mars 1827 sur les opérations cadastrales marque un progrès notable en imposant une véritable triangulation faite au théodolite et en prescrivant une obligation d'étalonnage des appareils de mesure. Compte tenu des décisions prises, la qualité géométrique des plans réalisés à partir de 1828 s'est améliorée.

La mise à jour du cadastre napoléonien devint alors une question de plus en plus pressante. Divers projets furent conçus en 1828, 1830, 1832, 1836 mais le plus élaboré fut celui du Ministre des finances Lacave-Laplagne qui chargea, en 1837, une commission d'étudier un nouveau projet de conservation du cadastre. La mise à jour de plans parcellaires semblait plus facile si ces derniers recouvraient par feuille qu'une petite partie de territoire mais à grande échelle. Il fut proposé de réaliser alors trois types de plans pour chaque commune non cadastrée, un plan

- ■ ■ général à l'échelle du 1/10 000^e ou 1/5000^e, des plans sectionnaires qui portent les traces des périmètres des lieux-dits et qui serviront aux travaux d'aménagement du territoire et des plans parcellaires par lieu-dit à une échelle de 1/1000^e ou 1/2000^e.

La commission conclut positivement aux propositions du ministre et ce dernier demanda aux préfets et aux directeurs départementaux des contributions directes de prendre rapidement les dispositions pour appliquer les nouvelles mesures de conservation du plan. Lacave-Laplagne quitta le pouvoir le 4 mars 1839... sans que la loi fût votée. On revint avec son successeur à la situation antérieure à l'exception des nouvelles échelles des plans parcellaires qui seront conservées. Quelques cadastres furent réalisés respectant les directives du ministre entre 1838 et 1839.

En 1846, le même ministre, revenu au pouvoir, étudia un nouveau projet de loi sur le renouvellement et la conservation du cadastre mais ce projet ne fut pas soumis aux chambres et le ministre quitta le ministère...

Par contre, quelques années auparavant, en 1841, Humann, Ministre des finances, *"dans le but de donner satisfaction aux demandes les plus pressantes et de corriger les vices de la répartition crut pouvoir, malgré les observations de la commission du budget de 1840, autoriser la réconfection du cadastre dans les communes les plus anciennement cadastrées"*. 1 796 communes profitèrent de cette autorisation. Mais le Conseil d'État jugeant au contentieux condamna dans un arrêt du 15 mai 1848 la décision du ministre et il devint indispensable de provoquer une mesure législative.

Le gouvernement proposa alors de laisser l'initiative de la reconstitution du cadastre soit aux Conseils généraux soit aux Conseils municipaux en mettant, suivant les cas, les frais de l'opération à la charge des départements ou des communes. La loi du 7 août 1850 régularisait ainsi les reconstitutions de cadastres réalisées depuis 1841 et permettait d'en faire de nouvelles. Mais elle ne réglait pas le problème de la mise à jour du plan.

En 1850, la plupart des plans napoléoniens ont été levés et publiés à l'exception de ceux de la Savoie, du comté de Nice et de la Corse.

Entre 1808 et 1850, contrairement à une idée reçue, les aspects des plans du cadastre parcellaire napoléonien ont constamment évolué. En 1808, beaucoup de tableaux d'assemblage évoquent les anciens plans par masse de culture. Les bâtiments non soumis à l'impôt sont encore lavés au carmin. En 1811, les plans linéaires sont rendus facultatifs. Dans les atlas, *"les copies des parcellaires ne seront plus lavées en couleurs [...]. Les propriétés non imposables seront lavées en bleu"* (Gaudin). En 1825, une copie du tableau d'assemblage est prévue pour la carte de France. Son cartouche est simplifié, son plan porte l'indication des natures de culture, le méridien et le parallèle passant par le clocher sont tracés mais la boussole peut disparaître... En 1837, les échelles des plans changent : les 1/1 000^e et 1/2 000^e remplacent les 1/1 250^e ou 1/2 500^e. En 1840, le vocabulaire républicain du système métrique s'impose définitivement.

Ces plans qui étaient dès le départ condamnés à disparaître sont devenus un des éléments précieux de notre patrimoine cartographique et historique. Leur histoire nous apprend à être prudents vis-à-vis des prévisions humaines. Elle nous révèle également que le travail réalisé est celui d'une équipe dont les membres se sont relayés sur presque un siècle entre la seconde partie du XVIII^e et 1850.

Mais rien n'aurait pu être fait sans la présence d'une administration centrale qui a su être à l'écoute de ses antennes départementales - tout en se faisant respecter par celles-ci. Quel chemin parcouru entre 1802, où le ministre des Finances ne connaît pas le nom de toutes les communes en France, et 1845 où, dans une lettre adressée aux directeurs départementaux des contributions directes, le Directeur général s'inquiète du devenir du personnel de la partie d'Art après la fin des travaux cadastraux :

- Quelle a été la qualité de leur travail ?
- Ont-ils des enfants ?
- Où habitent-ils ? etc.

L'histoire du cadastre napoléonien c'est aussi cette histoire. 1

Publié avec l'aimable autorisation des organisateurs du colloque.

Contact

Pierre CLERGEOT

pierre.clergeot@wanadoo.fr

■ Vers un plan cadastral ouvert à tous www.Cadastre.gouv.fr

L'achèvement des travaux de dématérialisation du plan cadastral a naturellement conduit la Direction générale des Impôts (DGI) à prévoir la mise en ligne dudit plan sur Internet : www.Cadastre.gouv.fr est un nouveau service qui sera opérationnel dès le **28 décembre 2007**, l'administration ayant tenu à mettre en œuvre une évolution significative du dispositif pour marquer son bicentenaire. Ainsi, dès cette date, tout internaute pourra effectuer une consultation gratuite du plan cadastral sur tout le territoire à partir d'une même base incluant les six mille feuilles existantes. Les recherches pourront s'effectuer par référence cadastrale, par nom de propriétaire et par adresse de la parcelle. Ainsi l'utilisateur sera en mesure d'imprimer gratuitement un extrait du plan ou de commander, en payant en ligne, une ou plusieurs feuilles de section. Il sera possible d'opter pour un support papier ou plastique ou bien encore choisir un support numérique (CD-Rom ou DVD-Rom) voire demander le téléchargement en ligne depuis le site.

Incontestable avancée technologique, le plan cadastral sur Internet viendra compléter l'offre de services à distance développée par la DGI.

► Pour plus d'information : www.impots.gouv.fr